N°158
3ème trimestre
2020

Bouffée d'Air

Le bulletin de l'association
Environnement et développement alternatif

Grégoire Jacob

Edito

Bulles d'optimisme

Ce Bouffée d'air d'été vous emmène au Kenya, à Madagascar, en Guyane avant de revenir à Villeneuve d'Ascq ! Alors que la situation sanitaire limite de nombreux déplacements, nous avons décidé malgré tout de vous embarquer dans un beau voyage plein de découvertes avec des sujets abordés ici qui sont rarement traités dans les médias classiques.

Essayons de voir également le positif en cette rentrée.

Le « jour du dépassement 2020 » est le 22 août. Trois semaines plus tard que l'an passé ! C'est le résultat de la baisse de consommation mondiale due à la pandémie de Covid 19. Le « Jour du dépassement » est la date théorique à laquelle l'humanité a consommé, depuis le 1er janvier, plus de ressources naturelles que la Terre ne peut lui en fournir sur l'année. Autrement dit, à partir de cette date, nous privons les générations à venir des ressources dont elles auraient besoin. La date est calculée, depuis 2003, par l'ONG américaine Global Footprint Network pour mesurer la consommation toujours plus importante des hommes sur une planète dont il faut hélas rappeler chaque année les limites.

Pourquoi cette date recule-t-elle en 2020 ?

C'est exceptionnel cette année : en raison de la crise économique liée à la pandémie de Covid-19, nous avons mis trois semaines de plus que l'année dernière à consommer les ressources non renouvelables du globe. Mais hélas sur le long terme, la tendance est inverse : alors qu'en 1970, la Terre était sensiblement à l'équilibre (jour du dépassement, le 29 décembre), la date a avancé irrémédiablement jusqu'à atteindre le 29 juillet en 2019.

Cependant, ce ralentissement économique, qui va avoir des impacts sociaux dramatiques dans le monde, nous montre pourtant la voie que nous, pays occidentaux riches, devrions absolument emprunter de suite pour limiter notre impact environnemental et permettre aux pays en voie de développement d'accéder à davantage de bien-être.

Pour les experts des Nations unies, les actions nécessaires sont clairement identifiées : réduction des émissions de gaz à effet de serre, sortie des énergies fossiles, changement de modèle agroalimentaire....
Et d'ailleurs, **c'est l'orientation proposée par la Convention Citoyenne pour le Climat**. Là aussi, l'approche est porteuse d'espoir et, comme nous l'évoquons dans ce Bouffée d'air, à chacun de veiller à ce que les propositions soient soumises "sans filtre" au vote du parlement, soit à référendum, soit à application réglementaire directe, à chacun de modifier encore davantage ses habitudes prédatrices.

Dans cette période d'incertitudes, s'appuyer sur les « bulles positives » est motivant. Les questions environnementales semblant enfin prises en compte **à nous de faire en sorte que les actes suivent** à tous les niveaux et d'y veiller en valorisant toutes les initiatives qui vont dans ce sens. **Le déclic est là, l'envie aussi, les projets sont divers et nombreux dans toutes les régions, pays.. C'est encourageant.**

Sommaire

Le symbiocène … de quoi s'agit-il ? p. 2

Convention Citoyenne pour le Climat
Utopie ou premiers jalons positifs ? p. 3

Eté 2020 des rencontres, des projets... p. 5

Kenya – Tribulations d'un jeune chercheur en pays Masai p. 6

Madagascar - Le projet charbon de paille à Analalava p. 7

Découverte de la Guyane Française avec notre correspondant Jérémy Brassart p. 8

Initiatives d'agriculture urbaine
retour à la Ferme du sens à Villeneuve d'Ascq …. p 9

Agenda p. 10

Le symbiocène … de quoi s'agit-il ?

… D'un coté : de fortes pressions de la part des lobbys industriels tentent de faire avaliser **le forçage génétique** par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) malgré la demande d'un moratoire de la part du Parlement européen

… de l'autre : une nouvelle ère fondée sur la reconnaissance de **la symbiose présente partout dans le monde vivant** s'appuyant sur le rôle clé de nos émotions positives pour lutter contre les catastrophes écologiques : **le symbiocène**.

Des positions diamétralement opposées ! Celle des lobbys, effrayante car dédiée à modifier les écosystèmes de manière irréversible pour des objectifs de gestion de la nature par des techniciens, de l'autre une prise de conscience qui s'amplifie face à l'évidente richesse des adaptations et capacités de la Nature depuis des siècles et dont nous ne connaissons qu'une infime partie.

Incendies catastrophiques, déclin du rôle des océans, pollutions chimiques sur les sols, après l'anéantissement, le sentiment d'impuissance, un sursaut de colère se transforme en une furieuse envie de réagir pour agir radicalement différemment.

« ***La réalité ré-organise notre boussole émotionnelle.. notre colère doit permettre une réorientation totale d'une économie basée sur le carbone*** » écrit Glenn Albrecht, professeur honoraire à l'université de Sydney. Peter Kahn de l'université de Washington, évoque une « ***amnésie générationnelle environnementale*** ». Chaque génération considère comme « normal » l'état de nature de son enfance. Les nombreux citadins privés de nature en tant que vastes espaces arborés sont habitués aux odeurs de leurs lieux de vie et s'y sont adaptés. Il donne l'exemple d'éléphants dans des zoos qui ne cessent de taper du pied : ils deviennent fous, continuent de vivre mais les visiteurs pensent qu'ils se sont adaptés et sont heureux.

Des messages toujours plus alarmistes les uns que les autres parlent de 7ème extinction, celle des êtres humains. **Or, des découvertes trop peu** connues montrent l'importance de la symbiose : la vie en commun pour un bénéfice mutuel tels les réseaux racinaires entre les arbres, le microbiote intestinal humain... La prise de conscience que l'être humain lui-même composé d'êtres vivants, vit parmi d'autres êtres vivants devrait conduire à une réintégration harmonieuse de l'agriculture, l'économie, l'habitat, la technologie dans un processus symbiotique avec donc l'élimination des substances toxiques, la biodégradabilité de tous les matériaux utilisés et le recours aux sources d'énergie renouvelables locales. **Solution encore possible ??**

Convention Citoyenne pour le Climat
Utopie ou premiers jalons positifs ?

Suite aux manifestations spontanées des gilets jaunes exprimant leurs désaccords sur bon nombre de décisions gouvernementales et aux rencontres dans diverses villes avec les élus et les habitants, le président a proposé **une expérience inédite en France** : donner la parole à 150 personnes tirées au sort selon des critères précis âge, métiers, lieux de vie...

L'objectif est de débattre en sessions de travail régulières, en présence de personnalités diverses pour être au fait des questions relatives aux moyens de lutte contre le changement climatique et proposer des mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport aux chiffres de 1990.

Le 29 juin 2020, le Président de la République s'est engagé à ce que 146 propositions parmi les 149 qui lui ont été remises soient soumises "sans filtre" soit à référendum, soit au vote du parlement, soit à application réglementaire directe.

Les propositions sont regroupées selon six thèmes : se nourrir – se loger – consommer – se déplacer – produire et travailler – constitution et gouvernance – orientations pour le financement de la transition.

En ce qui concerne EDA nous avons suivi avec beaucoup d'attention la restitution des travaux très complets et touchant à tous les domaines auxquels nous sommes attachés. Notre choix, aujourd'hui, portera sur deux propositions en lien avec nos attentes prioritaires :

- **sauvegarder les écosystèmes en légiférant sur le crime d'écocide** par référendum

Cette proposition n'a pas été retenue par le président mais nous pensons qu'elle est déterminante pour la survie des êtres humains à l'horizon 2100

- **lutter contre l'artificialisation des sols en rendant attractive la vie dans les villes et villages**

Notre fil rouge ***ne jamais dissocier santé et environnement*** s'est notamment focalisé sur le respect de la qualité des sols dont le rôle premier est de nourrir. Ils sont particulièrement précieux pour faciliter les approvisionnements en circuits courts, de saison, à proximité des métropoles et des lieux de vie.

Nous avons retenu cette proposition car il se trouve que, dans le cadre de nos trente ans, nous préparons un document qui montre que, comme l'eau, les sols sont vraiment l'enjeu du 21ème siècle. « **Des sols pollués aux sols nourriciers, 30 ans d'engagements citoyens** » sera présenté à la MRES au cours du deuxième semestre 2020 ainsi que lors de la journée nationale « Le défi des Sols pour une ville durable » prévue à Lille en décembre prochain.

Joanne

Nous pensons souvent, à tort, que seuls les experts peuvent changer les choses dans leur domaine, par exemple, au sujet de l'environnement. Néanmoins, de plus en plus d'initiatives publiques et privées éclosent et renforcent l'idée que cela n'est pas le cas. S'en suit alors la prise de conscience suivante : finalement, chacun, à son échelle, est une valeur ajoutée, un pas supplémentaire vers de nouvelles habitudes de vie, une lumière qui ne demande qu'à briller. C'est ensemble que nous parviendrons à atteindre des niveaux d'amélioration que nous pensions inatteignables. Au lieu de trouver des excuses pour ne pas commencer, il est grand temps de mettre en avant des moyens accessibles pour s'y attaquer.

En ce sens, la **Convention Citoyenne pour le Climat** (CCC, par la suite), formée par des citoyennes et citoyens représentant la riche variété des profils français, **est une avancée majeure**. Les idées qu'ils expriment concernent des secteurs clés pour initier des changements. Parmi eux, reviennent l'éducation, la clarté et la transparence de l'information transmise aux citoyens ainsi que l'application plus stricte et le renforcement des mesures pro-environnementales. Il est important de les garder à l'esprit et d'en faire une ligne de conduite guidant chaque réflexion pour comprendre les différents niveaux sur lesquels nous pouvons agir.

N'oublions pas, de plus, que l'Homme est un animal social. Cela signifie que les actions et réactions de chaque membre de la société jouent un rôle crucial, en inspirant ses proches, en communiquant à ses voisins, en partageant des informations à l'école, au travail… L'humain a donc cette capacité folle d'influencer les autres, tâchons de l'utiliser à bon escient. Alors cessons de s'individualiser et acceptons ce tout que nous formons. Cela permet d'illustrer le besoin qu'a l'environnement de nous voir, tous, œuvrer ensemble dans une même direction.

Je m'appuie désormais sur la synthèse du rapport de la CCC pour approfondir deux thèmes que je considère comme primordiaux dans la recherche d'amélioration du quotidien afin de protéger notre environnement.

Premièrement, **l'alimentation**. Aimant moi-même cuisiner au gré des saisons, je suis très sensible aux améliorations envisageables dans une optique de consommation durable et responsable, vers laquelle nous devons et pouvons tous tendre jour après jour. Se nourrir, étant indispensable, pose de nombreux problèmes, bien connus et pourtant, jusqu'à présent, difficilement gérables, car dépendant d'une gestion mondiale. Toutefois, rien n'est perdu. Chaque phase, du producteur au consommateur, est concernée.

Du départ à l'arrivée, chaque étape peut être traitée d'une manière plus respectueuse de l'environnement. Cette approche permet de rendre chaque individu acteur. D'un côté, en garantissant des moyens de production, d'élevage, de récolte plus propres et de l'autre, en étant plus exigeant quant à la provenance des produits, leurs emballages... Nous avons tous un travail à faire et ce n'est qu'en le comprenant que nous pourrons amorcer de réelles avancées. Il est d'ailleurs agréable d'observer que c'est déjà le cas chez certain.e.s citoyen.ne.s.

Le deuxième sujet est **le transport** : une problématique quotidiennement présente. Son impact sur l'environnement est, par conséquent, indispensable à traiter. L'évolution des pratiques doit viser, comme dit précédemment, une diminution de la pensée individualiste et, de fait, une augmentation des déplacements communs. Encore une fois, il est important de ne pas pointer du doigt une seule catégorie de personnes pouvant faire évoluer la situation actuelle. Effectivement, il revient à chacun de penser ses itinéraires et modes de déplacement différemment. Mais pour ce faire, sont également concernés les décideurs, afin de mettre à disposition des alternatives innovantes en matière de transport des personnes et des marchandises.

Concluons sur l'importance de se sentir tous acteurs responsables de la protection de notre environnement, de notre monde et de celui des générations futures. Car oui, nous avons tous un rôle à jouer. L'espoir d'inverser une tendance destructrice n'est de mise que s'il est partagé et soutenu par l'implication de chacun.

Prête à faire ce que je peux pour apporter ma pierre à l'édifice commun !

La convention citoyenne pour le climat, et après ??

Le président a promis que dès l'automne les propositions seront au vote de l'assemblée nationale et aussi, et cela sera déterminant pour la réussite du projet, la présence des membres de la convention pour le suivi de leur mise en œuvre.

A suivre !

Kenya – Tribulations d'un jeune chercheur en pays Masai

Arthur 26 ans : une immersion difficile, un engagement total, des incertitudes et des incompréhensions à surmonter... mais... de belles et chaleureuses rencontres

Je me suis engagé il y a maintenant 18 mois dans une thèse au sein d'un projet de recherche portant le nom de MAGNUM (The MAsai, The GNu and the Metropolis). Ce projet a pour terrain d'étude le Sud du Kenya ou l'écosystème d'Amboseli.

Amboseli est un socio-écosystème complexe, aride à semi-aride, appartenant historiquement aux pasteurs Masai. La zone est située entre quatre Parcs Naturels non-contigus, le cinquième est en son centre. Amboseli peut être considérée comme une « buffer-zone migratoire » : lieu d'un besoin anthropique de gestion et de protection de la faune sauvage et notamment des grands herbivores africains connus sous le nom des « Big Five » (Ernest Hemingway, Les neiges du Kilimanjaro).

Pour un chercheur étranger, il s'agit d'une implication difficilement descriptible et perceptible pour toute personne ne l'ayant pas vécue. Pour réussir son intégration au sein de la communauté, il faut comprendre de manière intuitive le système socio-écologique étudié et vécu et ensuite pouvoir mettre en place des méthodes collaboratives adaptées permettant de redonner du pouvoir à une communauté subissant de nombreuses injustices sociales.

La question d'identité et d'éthique se pose d'autant plus lorsque le terrain devient le lieu de vie analysé et questionné perpétuellement mais aussi lorsqu'il est vécu et ressenti comme une expérience profonde en phase avec les habitants. Rappelons que l'objectif des chercheurs précédents était le plus souvent d'acquérir des connaissances en vue d'une conservation des espèces sauvages sans généralement une quelconque considération des habitants et de leur histoire passée et surtout de leur devenir : des comportements quasi néo colonialistes.

C'est pourquoi, d'emblée, j'ai privilégié une approche ethno-collaborative et me suis questionné sur ma légitimité vis à vis des Masai d'abord puis sur la posture à adopter au sein d'une équipe transdisciplinaire internationale et multiculturelle.

Un changement profond dans les pratiques, usages et représentations des Masai concerne leur environnement. Les savoirs locaux et leurs utilisations évoluent sans que personne n'en fasse état dans la littérature. Pourtant, il semble exister un fossé non négligeable entre les savoirs « experts » ou scientifiques et les savoirs d'usages ou locaux et une hybridation est donc nécessaire.

Le territoire a été après l'indépendance transformé en cinq Group Ranch. Le Group Ranch est un territoire communautaire appartenant aux Masai qui possèdent une carte de membre délivrée lors des années de « registration » (deux depuis 1964). Une zone a été « annexée » par le gouvernement pour y former le Parc National d'Amboseli. Mais, depuis quelques années, les Group Ranch subissent des modifications profondes de leurs fonctionnements communautaires en termes sociaux, culturels et politiques. De nomade, le pastoralisme est passé à semi-sédentaire, puis à agro-pastoralisme sédentaire.

Aujourd'hui, les Group Ranch sont en cours de « subdivision ». Les premières personnes ayant été inscrites sur les registres ont obtenu des zones cultivables après assèchement des marécages et canalisation de l'eau. Les secondes peuvent sur la terre qui leur a été attribuée, construire, si le terrain est dans une zone d'urbanisation, louer leur terrain à des ONGs de conservation pour la transformation de ces terres en un couloir migratoire (avec la mise en place de plan pâturage) ou enfin vendre à des étrangers ou des kenyans d'autres ethnies.

Ces modifications foncières profondes engendrent des problématiques pour le maintien des dynamiques de conservation mises en place par les différents acteurs présents sur le terrain. Bien que les Masai obtiennent des retombées de la conservation et du tourisme pour l'utilisation de leurs terres, le sentiment d'inégalité et le besoin de justice sociale est palpable. Cela n'a plus rien à voir avec l'usage des « communs » d'autrefois. Des ONGs internationales réalisent des « contrats » d'usage des communs fonciers et des ressources naturelles avec les élites sans inclure les populations locales.

J'ai choisi d'orienter mes recherches vers une

approche des savoirs locaux, leur évolution, transmission, partage, la gestion des ressources naturelles (foncier – eau et pâturage) et enfin les chevauchements de pratiques entre conservation internationale des herbivores et agro-pastoralisme Masai.

Quelques constats et questions à ce jour :

Quelle posture prendre pour la réalisation d'une approche ethno-collaborative ?

Après avoir passé successivement les différents rituels d'acceptation qui incombent à un jeune chercheur blanc ou « muzungu » anthropologue en pays Masai, la frontière semble s'effacer puis réapparait parfois violemment.

Entre l'histoire coloniale, l'extraction de ressources naturelles, le tourisme de luxe, les agissements d'ONGs de développement et de conservation de la faune sauvage, la corruption à tous les niveaux de l'État... l'engagement au sein d'une communauté nécessite de vivre avec elle pour s'immiscer dans le « réseau symbolique Masai » et les « non-dits » qui structurent toutes les interactions sociales et culturelles.

Il faut également comprendre l'évolution vers l'agro-pastoralisme et assimiler les savoirs rattachés aux différentes pratiques, usages et représentations liés à la gestion des ressources naturelles.

L'accès à ce qu'est la société Masai est complexe, la gouvernance locale et régionale composée par des systèmes de gouvernance culturels, associatifs et gouvernementaux sans parler des conflits d'intérêts est elle aussi ambiguë.

Comment co-créer un outil collaboratif pour redonner du pouvoir à une communauté Masai subissant de nombreuses injustices sociales ?

Le chercheur se trouve immergé au cœur d'un terrain sub-saharien ayant subi la colonisation anglaise et, depuis l'indépendance, une nouvelle forme de colonisation de la part des ONGs sous couvert de la protection d'une faune sauvage emblématique.

Les enjeux de gouvernance menés par des blancs ont ébranlé un système où la nature était préservée depuis des siècles par les Masai : leurs pratiques pastorales sont bouleversées par la polarisation des mondes, la balkanisation des territoires et la technologisation des relations.

Comprendre l'histoire de la société Masai évoquée par ses membres en remontant jusqu'à leurs racines et évoquer avec eux les problèmes rencontrés aujourd'hui, tel est le travail de recherche collaboratif qui devrait permettre ensuite le développement d'un système de décision réunissant dans un premier temps la communauté puis d'autres « outsiders ».

L'outil choisi est le jeu de rôle co-créé et co-conçu avec les Masai : il s'agit d'évoquer la gestion de la ressource en eau, en pâturage et celle de l'espace foncier entre conservation pour la faune sauvage et les modifications des régimes d'appartenance foncière communautaire vers le privé sans oublier la géoprospective à propos de la gestion des ressources naturelles. Un travail qui pourrait potentiellement développer un sentiment de citoyenneté, de démocratie, de prise de décision communautaire et pourquoi pas de législateur.

Quelle position pour un jeune chercheur face à l'interdisciplinarité ?

Entre sciences humaines et sociales et sciences de la vie où l'interdisciplinarité est vecteur de conflits internes et externes ? Quelles limites professionnelles et psychologiques ? Comment se positionner ? Quelle liberté d'expression ?

Beaucoup de questions car beaucoup de confrontations : celle des savoirs, celle des valeurs personnelles, celle de l'éthique face aux objectifs fixés par le projet de recherche...

Beaucoup de pressions exercées par les différents acteurs, une survalorisation du domaine scientifique sans parler des enjeux politiques et économiques...

De nombreux travaux récents s'attachent à démontrer les limites de l'interdisciplinarité, au niveau technique et méthodologique, ou la simple confrontation des savoirs et des langages propres à chacun. Cependant, peu de travaux montrent l'impact psychologique sur le sujet exerçant individuellement un travail interdisciplinaire.

Un équilibre entre ces sciences est-il possible ? La constante remise en question crée une perte d'identité ou une double identité ?

Sans doute, le chercheur se construit-il autour de principes pour se positionner dans la société selon ses propres valeurs éthiques mais aussi dans la société qu'il étudie et dans le projet de recherche dans lequel il s'engage.

Madagascar – Le projet charbon de paille à Analalava

Depuis 1950, Madagascar a perdu plus de 44% d'une couverture forestière estimée à 13 millions d'hectares car la consommation d'énergie est largement dominée par le bois en raison de sa disponibilité et de son faible coût. Le charbon de bois représente la principale source d'énergie pour les ménages, tant urbains que ruraux, surtout les plus pauvres. Il fait ainsi partie de la vie de plus de 90% des habitants de l'île.

Avec les méthodes traditionnelles, 100 kg de bois sont nécessaires à la production de 10 kg de charbon. Aujourd'hui ce sont 200 000 hectares qui disparaissent chaque année pour répondre à une consommation de 400 000 tonnes de charbon.

Analalava ne fait pas exception à Madagascar puisqu'elle est dépendante du charbon de mangrove avec des conséquences particulières à savoir l'érosion côtière, une régression de la biodiversité entrainant une diminution des services écosystémiques et donc une altération des zones de reproduction et de croissance d'espèces marines à valeur commerciale.

Analalava Tia Fandrosoana (ATF) est une association à but non lucratif qui œuvre dans le district d'Analalava depuis 2014. Elle entretient une relation de confiance avec les populations avec lesquelles elle travaille, renforcée par des partages de connaissances réciproques. En effet, les populations possèdent des connaissances se rapportant aux traditions et à leurs territoires, essentielles à la bonne réalisation des actions et projets mis en place. Bienveillance et respect d'autrui sont primordiaux.

Son objectif : l'amélioration des conditions de vie des populations du district côtier, l'un des sept districts de la région de Sofia car les ressources marines et côtières constituent sa principale richesse.

ATF est appuyée techniquement et financièrement par l'association réunionnaise Opti'pousse Haie qui partage ses valeurs et principes.

Outre la création d'une aire marine protégée, **le projet charbon de paille** est dédié à la lutte contre la surexploitation des forêts et des mangroves par la valorisation des hautes herbes disponibles sur le territoire. Cette utilisation de la paille permet en outre de limiter les risques de feux de brousse occasionnés par les hautes herbes lorsqu'elle sont laissées sur place. Les surfaces de pailles étant importantes, aucun conflit d'usage des terres n'est à craindre. La paille se régénérant tous les ans, cette source d'énergie est durable.

Parallèlement, une filière bois énergie sera développée à partir de 11 ha d'arbres replantés, taillés régulièrement au lieu d'être abattus, offrant une solution durable de gestion de l'énergie qui permettra de stopper la déforestation de la mangrove, de lutter contre l'érosion et d'inscrire les populations d'Analalava dans une démarche d'adaptation aux changements climatiques, vitrine d'une méthode qui a fait ses preuves au Sénégal grâce à l'association NEBEDAY qui a permis de créer avec succès plusieurs filières avec différentes coopératives de jeunes adultes et de femmes.

Pour que la filière se développe à Analalava, il faut que la rentabilité du charbon de paille soit égale ou supérieure à celle proposée actuellement par le charbon produit de façon illégale. Cela passe par la formation de charbonniers mais surtout que leur travail soit légalisé. En effet, bien que la loi l'interdise, l'intégralité du charbon d'Analalava provient, jusqu'à présent, de l'exploitation de la mangrove. Actuellement les futurs charbonniers sont formés et rémunérés par l'association ATF. C'est un travail physique pénible qui comprend plusieurs étapes : la coupe, le transport de la paille jusqu'au lieu de stockage puis la pyrolyse, nouveau séchage puis le mélange avec de l'argile et enfin le découpage en briquettes prêtes à l'emploi.

L'objectif du développement de la filière charbon de paille est de permettre aux charbonniers d'exercer une activité légale, tout en maintenant, voire augmentant leurs revenus.

5ème épisode de notre découverte de la Guyane Française avec notre correspondant Jérémy Brassart

Dans l'épisode 4, j'évoquais la « bégoneuse » utilisée dans la lutte contre la prolifération de **moustiques** en Guyane. En effet, en période de pluie et en début de saison sèche, les moustiques envahissent les moindres recoins en attente d'une proie, l'Homme. Jusque-là, vous me direz : un bouton de moustique n'est pas dangereux, et bien si !

En effet, cette année les moustiques **font des ravages en transmettant la dengue**. Plusieurs de mes connaissances en ont fait les frais courant juillet. Et devinez pourquoi la Guyane connaît cette année cette recrudescence ? Parce que la « bégoneuse » n'est plus en service. La raison reste inconnue. En attendant, nous restons prudents en limitant les risques de reproduction de ces insectes (pas d'eau stagnante dans les coupelles sous les pots de fleurs par exemple...).

En parlant d'insectes, avez-vous déjà entendu parler de **Yin-Yin**, ces petites bêtes de plage qui s'agrippent sur vos chevilles, vos mollets et vous piquent, créant une démangeaison qui dure plusieurs jours. Un remède existe pour y échapper : enduire les parties basses du corps d'un produit gras comme la crème solaire, le monoï. Les Yin-Yin se collent ainsi sans avoir eu le temps de sucer le sang de leur victime. Ils disparaissent lorsque la saison sèche est bien entamée. Le vent les empêche naturellement de nous attaquer.

En parlant de vent... **nous avons subi une tempête** qui a fait des dégâts sur la côte Est de la Guyane. Nous avons vu des toitures arrachées, des cocotiers coupés en deux. Personne ne s'attendait à un tel déferlement, et encore moins les anciens du département qui n'avaient jamais vu ça. Les dégâts n'ont été que matériels. Fort heureusement, il n'y a pas eu de victimes à déplorer.

Quelques mots de la situation Covid en Guyane : un texte de Georges Grepin dans la rubrique « en savoir plus » sur le site EDA résume bien la situation en Guyane. Les départs de Guyane vers la métropole ont repris, mais il faut un motif impérieux. Nous envisageons un passage en métropole, mais ce ne sera pas pour tout de suite. En attendant, nous profitons de la saison sèche. Le couvre-feu est passé de 17h00 à 19h00 et récemment de 19h00 à 22h00. Le dimanche, toujours aucune sortie n'est autorisée.

Pour découvrir l'intérieur de la Guyane, **nous avons fait l'acquisition d'un petit bateau**, un canoë type canadien. Ce moyen de locomotion nous permet d'explorer des endroits du fleuve que nous ne verrions pas avec un autre moyen de transport. En effet, les fleuves qui traversent la forêt amazonienne sont, pour la grande majorité, éloignés des routes. Des débarcadères, les Degrad, ont été aménagés par endroits pour mettre à l'eau les embarcations.

Le fleuve Kourou, dont la longueur avoisine les 140 kilomètres, est un des fleuves les mieux aménagés en **carbets**, ces abris qui nous permettent de passer la journée, d'installer le hamac, faire un feu. Certains carbets sont dans un bon état, d'autres moins bien entretenus. Le principe des carbets est simple en Guyane : en l'absence du propriétaire, les carbets peuvent être occupés par des guyanais de passage souhaitant faire une halte. A condition, bien entendu, de laisser place au propriétaire si ce jour-là il décidait de s'y rendre. Le savoir-vivre est très important également, car les carbets bien entretenus, sont les carbets dans lesquels il y a le plus de passages.

Le fleuve Kourou connaît, malheureusement, et c'est tout récent, une implantation de **sites d'orpaillage clandestins**. Les eaux du fleuve et des affluents subissent la pollution du mercure utilisé par les sites illégaux. Ces eaux abritent pourtant de nombreuses espèces de poissons souvent utilisées dans la cuisine guyanaise.

Une idée me vient en tête... stagiaire en microscopie, je commence à acquérir des connaissances sur l'utilisation des microscopes, mes cours en pédologie m'ont permis d'avoir une base solide sur le fonctionnement du sol et comprendre comment l'eau y circule, je peux maintenant naviguer sur le fleuve avec mon canoë.

Ne devrais-je pas utiliser cela pour **effectuer un suivi sur la qualité des sols au niveau de la mangrove ?** Les palétuviers s'y développent sur tout le littoral.

A méditer...

Initiatives d'agriculture urbaine
retour à la Ferme du sens à Villeneuve d'Ascq ....

La Ferme du Sens à Villeneuve d'Ascq : un projet original auquel il y a près de trente ans, l'association EDA avait de suite apporté son soutien à l'initiative de Danielle POLIAUTRE, alors Présidente. Nous étions présents lors des premières effluves du fournil ! C'était prometteur.

L'enthousiasme et la détermination de Thierry DECOSTER lors de cette première rencontre sous-entendait une démarche aux larges potentialités. D'emblée nous avons été convaincus de la pertinence d'un projet tourné vers des productions via des circuits courts, le retour à l'artisanat local...la création d'emplois...une réflexion globale du rôle de chacun en tant que citoyen, sur les conditions de mise en place d'une économie plus solidaire : un ensemble d'orientations qui correspondait à notre fil rouge, à savoir ne jamais dissocier santé, environnement et solidarité,

... et, en effet, **quel parcours** !

C'est donc avec grand plaisir, suite à un échange avec Fabien Gauthier en passe d'intégrer la dynamique du lieu que nous évoquons dans ce numéro de notre Journal, les nouvelles orientations de la Ferme du Sens. L'ampleur du développement d'un projet qui pouvait paraître utopique, il y a trente ans, et qui pourtant, à force de ténacité et de travail en réseau valorisant les potentialités de chaque acteur, s'est développé au point de devenir une ruche exemplaire en plein développement encore aujourd'hui, avec l'émergence d'une nouvelle étape à franchir :

Un projet de bistro citoyen est à l'étude, il serait un lieu de rencontres et de promotion d'actions tournées vers la transition écologique. En mode tiers-lieu, sont prévus l'aménagement d'une cuisine collective et pédagogique, un espace dédié à une boutique éphémère ; le tout couronné par un design permaculturel sur le site en y associant les salariés, les clients et des nouveaux publics.

Pour ce faire, l'association des Amis de la Ferme du Sens and Co vient d'être créée ; elle compte parmi ses fondateurs Christophe SIMONE, Sophie et Thierry DECOSTER. Sont prévus des temps d'échanges et de mobilisation à partir de septembre 2020 en lien avec les membres du comité de pilotage du projet (celui-ci bénéficie du soutien du Fond d'Investissement pour le Développement de l'Entrepreneuriat Social et Solidaire de Nord Actif).

La Ferme du Sens est un lieu dans lequel se sont rassemblés depuis 1996 différentes entreprises et associations qui cherchaient à promouvoir des actions concrètes en faveur du bio et du développement durable. C'est Thierry DECOSTER, fondateur et gérant qui a bâti le projet à partir d'un cahier des charges établi en lien avec

l'association de préfiguration de l'époque, la PAGHE (Pour une Approche Globale de l'Homme dans son Environnement) constituée d'un certain nombre de citoyens, d'associations et plus globalement de personnes mobilisées autour du projet. Ce projet s'est d'abord concrétisé par la création de deux entreprises qu'il a dirigées pendant 20 ans : le fournil bio de « Saveurs et Saisons » jusque fin 2019 et la biocoop « Saveurs et Saisons » jusqu'en mai 2017. Elles ont été les locomotives pour le développement d'un lieu qui se voulait lien entre ville et campagne, cherchant à concilier les attentes de chacun, du producteur au consommateur.

Résolument tournées vers l'avenir, les entreprises de la Ferme du Sens préservent encore aujourd'hui l'esprit novateur des années 1956-1972, avec notamment des outils de production qui allient artisanat et modernité. Le site de la Ferme du Sens rassemble à ce jour 12 entreprises toutes liées au développement durable et pour certaines, aux valeurs de l'économie Sociale et Solidaire. La plupart sont liées à la transformation et la distribution de produits issus de l'agriculture biologique et d'autres à des activités relatives à la transition écologique. Après 23 ans d'existence, le site compte aujourd'hui environ 80 salariés.

Au milieu de son jardin sauvage, la Ferme du Sens regroupe à ce jour : la biocoop « Saveurs et Saisons », le fournil bio des Saveurs, le restaurant « Le Petit Jardin », le restaurant « l'Instant Présent », la brasserie artisanale bio « Moulins d'Ascq », « la boulangerie sans gluten, ni produits laitiers OG », la Poissonnerie «Christophe Henri» et d'autres entreprises de services, toutes liées à la mise en œuvre du développement durable.

Lieu de rencontres, de balades et de transmission de savoirs sur toutes les questions liées au bio et à la sauvegarde de notre environnement, la Ferme du Sens, c'est aussi un lieu pour entreprendre ensemble.

En définitive, la Ferme du Sens peut être définie comme véritable « pôle régional du bio et de création de projets innovants dans le domaine de la transition écologique » à travers l'agriculture, la cuisine, le jardinage, l'aménagement de l'espace et l'habitat, les activités touchant à l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire, le local, l'artistique, les projets humanistes et les initiatives liées au zéro déchet.

Une utopie qui s'est concrétisée..
une expérience exemplaire

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Le projet charbon de paille à Analalava

https://www.facebook.com/ATFANALALAVA/
https://www.facebook.com/OptiPousseHaie

La Convention Citoyenne pour le Climat

propositions.conventioncitoyennepourleclimat.fr

La ferme du sens à Villeneuve d'Ascq

http://fermedusens.org/
Pour contacter l'association en charge de la préfiguration du projet : **Fabien GAUTHIER** Président des Amis de la Ferme du Sens and Co **06 49 89 46 79** ou **amis.fermedusens-asso@yahoo.com**

AGENDA

En raison des mesures encore en vigueur, il nous est difficile de donner une date exacte pour la présentation à la MRES de notre document « Des sols pollués aux sols nourriciers, 30 ans d'engagements citoyens »

Pour le moment la date retenue pour la journée nationale dédiée aux SOLS à Lille est le **10 décembre 2020** – lieu à préciser.

Environnement et Développement Alternatif
23 rue Gosselet, 59000 Lille Tél : 03 20 52 02 12 Fax : 03 20 86 26 06
Membre de la MRES Site internet : www.eda-lille.org
https://agriculture-urbaine-metropole-lille.com

Co-financé par la DREAL
NORD PAS DE CALAIS

Mise en page : Céleste Josèphe